



RETOUR AUX BASES

NOTE SUR LA POSITION DES SGT VIS A VIS DES « MOUVEMENTS PAYSANS »

En Ariège comme ailleurs, les Syndicats de Gardiens de Troupeaux CGT (SGT) ont choisi de rester à distance du mouvement initié par les agriculteurs au début du mois de décembre. **Nous avons décidé de dénoncer l'abattage des troupeaux, sans rejoindre les manifestations et rassemblements organisés par les exploitants agricoles.**

Cette position fait l'objet d'interrogations de la part de nos camarades syndiqués n'étant pas issus du monde agricole. Nous souhaitons dire qu'il ne s'agit ni de dogmatisme, ni de gauchisme. Cette décision est construite, elle est la seule cohérente avec notre ligne politique.

Ce positionnement, si l'interpro se l'appropriait, pourrait ouvrir la voie à d'autres types de mobilisations, porteuses de perspectives transformatrices pour la production agricole.

Fondamentaux de la lutte des classes

Le premier point est très simple :

On ne s'organise pas avec nos patrons !

L'emploi généralisé des mots-valise « paysan », « petit producteur », « exploitation familiale » tend à jeter un voile sur la position de classe des exploitants agricoles mobilisés. Il contribue à façonner l'illusion d'un groupe homogène, tant sur le plan du patrimoine, du capital, que sur celui des idées. Il tend à les situer toujours du côté du « bon », à en faire systématiquement des victimes.

La CGT prétend incarner un syndicalisme « de masse et de classe ». Pour ce faire, elle doit laisser à d'autres les débat moralistes sur les « gentils » et les « méchants ». Sa stratégie doit s'appuyer sur une lecture pratique, concrète des processus d'exploitation. Elle ne peut faire abstraction de la place qu'occupent les groupes sociaux dans les rapports de production. En l'occurrence, les exploitants et exploitantes agricoles sont détenteurs de leur capital. Que celui-ci puisse être précaire et grecé par des dettes ne transforme pas les faits.

Ce capital, on le voit sur les routes à chaque fois qu'ils se mobilisent : nous autres salariés ne possédons ni tracteur, ni tombereaux de fumier, ni bétail.

On est en lutte comme on est au travail : à poil. L'endettement pharaonique est un luxe que les banques ne nous accordent pas. L'accès au logement est un parcours du combattant pour l'ensemble des saisonniers agricoles. **La lutte des classes est une réalité pour nous, comme elle l'est pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses.**

Le secteur agricole n'échappe pas aux processus d'exploitation !

Il importe donc de considérer un exploitant agricole pour ce qu'il est. La notion de « petite-bourgeoisie » est souvent mobilisée comme une insulte. Une réduction regrettable, car il s'agit d'un outil nécessaire pour penser et construire les luttes de tous les salarié·e·s travaillant pour le compte de « petits patrons ». En tant que « petits », ils se situent entre le grand capital et le prolétariat. **Ils n'en demeurent pas moins propriétaires de leurs moyens de production.**

« On voit que leur exploitation [celle des paysans] ne diffère de celle du prolétariat industriel que par la forme. L'exploiteur est le même : le capital. [...] Le titre de propriété du paysan est le talisman par lequel le capital l'a jusqu'à présent appâté, le prétexte sous lequel il l'a ameuté contre le prolétariat industriel. Seule la chute du capital peut éléver les paysans [...] seul un gouvernement prolétarien peut briser sa misère économique, sa déchéance sociale. »¹

L'attachement très fort de la petite-bourgeoisie à son outil de travail (héritage matériel et symbolique, ou ascension sociale attribuée au mérite), la pousse à accepter d'importants sacrifices pour en conserver la propriété. Le grand capital en bénéficie car son petit patronat ne peut pas faire grève, il doit produire quoi qu'il arrive, il s'adapte aux exigences de rendement et de prix. Les rapports capitalistes **appauvrisent** donc la petite-bourgeoisie plus vite qu'ils ne la **prolétarisent**². On comprend ainsi comment surgit le poncif droitier selon lequel les salarié·e·s vivent mieux que les petits patrons : « toi tu as le salaire qui tombe tous les mois » (il faut connaître bien peu de travailleurs saisonniers pour relayer ce genre de propos). Un regard extrêmement partial et partiel, porté par des yeux propriétaires. Il s'agit en fait de justifier l'ordre capitaliste : « moi je me le suis gagné », « moi je suis méritant ».

La question n'est donc pas tant de savoir « qui est le plus pauvre » (même si pour ce qui nous concerne, nous avons la réponse), mais de savoir *qui* regarde *où*.

« Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »³

1 Karl Marx, *Les luttes des classes en France de 1848 à 1850*, 1850

2 Trotski, *90 ans de Manifeste Communiste*, 1937

3 Karl Marx, *Manifeste du Parti Communiste*, 1848

La citation est ancienne et la « paysannerie » a bien changé. Il serait bon – d'ailleurs – de se demander si elle existe toujours. Cependant, ces analyses de Karl Marx résonnent pour les travailleurs et travailleuses agricoles que nous sommes. Elles résonnent en dépit du travail de sape interclassiste produit par les organisations patronales de droite comme de gauche.

Les intérêts immédiats des exploitants et des salarié·e·s agricoles ne convergent pas !

Corporatisme, agrarisme, néo-populisme : *Tirer la couverture à soi dans les luttes*

Pour ce qui concerne la production agricole, la critique du capitalisme s'est mue en critique du « productivisme ». C'est d'ailleurs à cela que servent les mots-valise évoqués plus haut. Il s'agit avant tout de se distinguer de la FNSEA, de se rendre insoupçonnable aux yeux de la classe ouvrière, de lui faire oublier que les uns peuvent exploiter les autres.

On aime nous renvoyer à la faucille et au marteau, aux discours sur l'union des paysans et des ouvriers. Mais on oublie de situer dans le temps les événements mobilisés. On oublie également que le mot « paysan » désignait alors les journaliers, les micro propriétaires contraints de travailler pour d'autres, ceux qui parvenaient à vivre de leur propre production et enfin les gros propriétaires fonciers qui travaillaient rarement leur terre eux-mêmes. Bref, la « classe paysanne » était déjà très hétérogène. Dans tous les cas, on distinguait toujours ceux qui n'exploitaient qu'eux mêmes (et leur famille) et les autres. Cela doit rester notre boussole.

Nous ne sommes plus en 1917 ! Nous sommes en 2025, dans le contexte économique d'une puissance impérialiste. En France, l'installation agricole est plus que jamais conditionnée à un certain niveau d'investissement, d'accession à la terre, à l'achat d'intrants de tous types, etc. Même les « petits » ne s'installent pas au hasard. Ils et elles étudient leur marché, réduisent au maximum le « coût du travail »⁴, recherchent la viabilité financière (et donc le profit). La production agricole n'échappe pas aux standards capitalistes.

Certes, la classe possédante est hétérogène, elle est traversée par des rapports de force qui écrasent les moins compétitifs. Mais aucun syndicat d'exploitants n'interroge la division entre capital et travail, aucun ne manifeste d'intérêt pour le salariat, alors même qu'il est la clef de leur propre émancipation.

Si cynique que cela puisse sembler, l'enjeu à rallier la paysannerie au projet révolutionnaire tenait aussi à son poids numérique. En 1920 en France, malgré la saignée de la première guerre mondiale, la population active agricole représentait encore autour de 40% de la population active⁵ ! En 1982, les agriculteurs exploitants français représentaient encore 7,2% de la population. Ce chiffre chute à 1,5% en 2019⁶, et continue de baisser. **Aujourd'hui, il n'y a aucun intérêt stratégique à rallier la « paysannerie » !**

La victoire du mouvement ouvrier est indispensable à l'émancipation des exploitants, l'inverse n'est pas vrai !

⁴ Seul le travail crée de la valeur, il n'est donc envisagé comme un « coût » que par le patronat, qui aimerait conserver la totalité de cette valeur pour lui-même.

⁵ Propriétaires ou non. A l'époque, beaucoup de travailleurs étaient également « propriétaires », mais le capital était si faible qu'il était nécessaire de vendre sa force de travail pour vivre. D'où le fait que le terme de « paysan » rassemblait déjà des réalités bien différentes.

⁶ Données INSEE

Au lieu de nous précipiter à la remorque du premier drapeau jaune qui passe, nous devons nous consacrer à notre tâche première en tant que syndicat : **organiser le salariat agricole !**

Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à employer de la main d'œuvre. En équivalent temps plein (ETP), 40% du volume de travail agricole⁷ est aujourd'hui réalisé par des salarié·e·s. Si l'on supprime cette conversion en ETP, les salariés agricoles sont deux fois plus nombreux que les exploitant.e.s.⁸

L'obsession corporatiste, qui embarque dans le même bateau ouvriers et employeurs, prolétaires et propriétaires, fait de la défense du statut d'exploitant une revendication commune, sans tenir compte de la réalité du terrain. Le prolétariat agricole est toujours tenu de suivre l'agenda syndical de son patronat. L'idée selon laquelle on pourrait « faire pousser des fermes », s'affranchir de la concurrence et de la compétitivité sans passer par la destruction du capitalisme semble cohérente à tout le monde. Puisque les exploitants et les travailleurs sont dans le même bateau, c'est l'exploitant qui choisira la direction.

Nous avons pourtant la conviction que les **travailleuses et travailleurs (de tous les secteurs) ont un rôle déterminant à jouer dans la formulation de véritables alternatives à la production capitaliste**. Pour que cela soit possible, ils et elles doivent être **conscients de leur force et de leur rôle**, ils et elles doivent pouvoir se mobiliser sans la tutelle du patronat quel qu'il soit. Ils et elles doivent être soutenus par les organisations syndicales de la CGT et par toutes les organisations politiques qui prétendent se ranger aux côtés du mouvement ouvrier.

Toute posture qui laisse entendre que les intérêts des salarié·e·s et des exploitants sont identiques participe à nous désarmer.

A ce titre, les **positions adoptées par Solidaires concernant la Confédération Paysanne sont simplement minables**. Insister pour que la Confédération Paysanne rejoigne l'intersyndicale, brouiller toujours plus les rapports de classe, mépriser les travailleurs agricoles, n'est pas digne d'un syndicat qui se revendique de la lutte des classes.

Lorsqu'ils se justifient par la nécessité de chercher des alliances, nous les renvoyons à l'ensemble du salariat, à l'ensemble des précaires, que leur vision corporatiste ne permet pas d'aller chercher. **La CGT doit faire mieux**. Se contenter de « suivre » béatement une pseudo paysannerie n'est pas à la hauteur du rôle qu'elle prétend jouer dans l'émancipation du prolétariat.

Enfin, le dernier danger du corporatisme est qu'il conduit des organisations syndicales supposément classées à gauche – comme la Confédération Paysanne – à s'unir à des organisations syndicales qui affichent ouvertement leur soutien à l'extrême droite comme la Coordination Rurale. Cette communauté de luttes devient la norme. L'attachement à la petite propriété, l'appropriation du narratif néo-populiste qui va avec, rassemblent naturellement les « petits de droite » et les « petits de gauche »⁹.

Pour ce qui nous concerne, **tout rapprochement avec les organisations réactionnaires est définitivement proscrit**. Cela est particulièrement vrai dans un contexte marqué par la progression des discours et agissements fascisants, notamment en milieu rural. Il importe d'ailleurs de rappeler que les organisations ouvrières ont toujours été une cible de choix pour ces mouvements. **Ils sont de fait et sans équivoque des ennemis politiques.**

⁷ 690 000 personnes en ETP en 2020 d'après les données de l'AGRESTE (statistique agricole).

⁸ AGRESTE

⁹ Voir l'article de Mathieu Yon, paru dans *Reporterre* en novembre 2024 « Paysans de gauche, il nous faut trahir l'entre soi »

Voici plusieurs fois pourtant qu'on associe les mobilisations des agriculteurs à celles des Gilets Jaunes. Plusieurs de nos camarades ont lutté aux côtés de ces derniers en 2018. Le mouvement était neuf, il n'avait pas de « tête », et sa ligne a été définie au fil du temps par l'action, par la mobilisation. La Coordination Rurale au contraire a une histoire, une direction, une ligne politique définie. Ses militants ne peuvent pas s'étonner d'être associés aux idées portées par sa direction. La ligne est fixée, et elle est réactionnaire¹⁰.

Le 18 décembre dernier – alors que les exploitants se mobilisaient – de nombreux travailleurs et travailleuses occupaient la rue pour soutenir leurs camarades étrangers à l'occasion de la journée internationale des migrants. A l'heure des procès pour traite d'êtres humains¹¹ et de la mise en concurrence indigne des salarié·e·s de la production agricole¹², la Confédération Paysanne se tenait aux côtés de la Coordination Rurale et de ses bataillons les plus réactionnaires. Une mise en lumière supplémentaire de l'impasse politique dans laquelle le mouvement « paysan » nous entraîne.

Le « mouvement paysans » tel qu'il se déploie aujourd'hui est une impasse stratégique et politique !

Le prix du corporatisme : *Un prolétariat agricole invisible*

Les salariés de la production agricole sont deux fois plus nombreux que les exploitant·e·s. Pourtant, une partie de la population ignore jusqu'à leur existence.

Un exemple est tristement révélateur de cette réalité : on entend beaucoup parler du suicide chez les exploitants. Le sur-risque de mort par suicide¹³ est effectivement de 36,3% pour ce qui les concerne. **Chez les salariés, ce sur-risque passe à 47,8%** (d'après la MSA).

On a peu de chances d'en être informés tant les exploitants monopolisent la parole dans l'espace public. A l'inverse **les salarié·e·s qui parviennent à s'exprimer sont accusés de sectarisme. On leur reproche leur manque d'empathie**. Il faudrait donc continuer à crever, mais en silence et avec empathie.

→ **Désarmer le prolétariat agricole, c'est désarmer tous ceux et celles qui travaillent pour des « petits ».** C'est borner leur horizon à l'idée qu'un jour peut-être, ils s'installeront. En attendant, il faudra bien s'adapter. Bosser surtout. L'ascension sociale par le mérite et pas par la lutte, puisqu'on ne peut rien changer.

Cette grille de lecture pave la route à l'extrême droite !

Les conséquences concrètes sur la vie des salarié·e·s sont aussi gravissimes. Cet été, un de nos collègues gardien de troupeaux s'est suicidé. La cinquantaine, le corps cassé par le travail, cette voie lui a semblé être la seule possible. Jamais il ne se serait plaint. Notre métier c'était sa passion. Ses patrons, c'était pas leur faute. Il n'a rien demandé. Il a donné, il ont pris. Quand il n'a plus rien eu, il est parti.

10 Voir sur visa-isa.org « Sous les bonnets jaunes, des idées brunes ».

11 Champagne, maraîchage, récolte de fruits...

12 Serge Bousquet-Cassagne (Coordination Rurale) affirmait dans les années 2000 préférer recruter « des gens qui ont faim ». La FNSEA affiche aussi sa préférence pour les travailleurs étrangers. Elle est à l'origine de la reconnaissance de l'agriculture comme « métier en tension » qui facilite le recours à des travailleurs étrangers dans des conditions consternantes.

13 En comparaison aux assurés des autres régimes sur des tranches d'âges similaires

Les exemples ne sont pas tous aussi dramatiques mais ils sont nombreux.

→ **Envisager les rapports de force c'est d'abord envisager les rapports de classe.** On ne peut pas s'en tenir à une lecture qui fait des exploitants agricoles des victimes. Déresponsabiliser systématiquement les agriculteurs, c'est fermer les yeux sur :

- **Le pillage de nos caisses de sécurité sociale** sur la base des exonérations de cotisations dont bénéficie l'ensemble du patronat agricole depuis de longues années.
- **La brutalité de l'emploi salarié** dans le secteur. Une brutalité qui se révèle dans les nombreuses procédures prud'homales engagées chaque année.
- **Les conditions de travail précaires du salariat agricole** toutes filières confondues. Puisque les « petits » « font ce qu'ils peuvent », ce sont les travailleur·euse·s qui trinquent.
- **L'érosion des normes sociales et environnementales** en faveur des exploitants, qui fragilisent tous les salarié·e·s de l'agriculture.
- **Les violences à l'encontre des agents de la fonction publique** qui n'arrive plus à remplir leur mission dans de bonnes conditions (inspection du travail¹⁴, OFB).

→ **Aborder le problème par le prisme des revendications petites-patronales, c'est aussi fragiliser ceux qui travaillent pour les « gros ».** La Confédération Paysanne et Solidaires parlent volontiers de cette « pédagogie » qu'ils doivent employer auprès des salarié·e·s de la filière agro-industrielle. Leur faire comprendre qu'ils produisent de la merde, qu'ils ne sont pas du bon côté de la barrière. Faudrait-ils qu'ils quittent leurs emplois pour satisfaire le « mouvement paysan » ? Ont-ils les mêmes chances de « faire pousser des fermes » ?

Ce regard sur-plombant dépeint des ouvriers et ouvrières comme les idiots utiles de la mondialisation et du capital, au lieu de les considérer pour ce qu'ils sont : la pierre angulaire de la transformation sociale. C'est en poursuivant ses propres intérêts que le prolétariat massé dans les usines agro-industrielles pourra frapper plus lourdement les structures capitalistes. Ce n'est pas en faisant « pousser des fermes » qu'on menace l'ordre bourgeois, c'est en faisant dérailler la machine par la grève. Dans cette perspective, le salariat organisé n'a aucune leçon ni consigne à recevoir.

Il est naturel que les exploitants se protègent eux-mêmes. Qu'ils préservent leurs intérêts immédiats. Mais tant que leur position de classe sera niée, notre exploitation restera invisible, nos revendications inaudibles. Il faut combattre les phrases creuses et les slogans vides de sens. Non, les agriculteurs et les ouvriers ne partagent pas le « même combat ! ». Non, défendre « les paysans » ce n'est pas défendre les salarié·e·s agricoles !

Si nos combats sont identiques, qu'allons-nous faire de nos revendications pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail ? Continuerons-nous de dénoncer le travail gratuit ou dissimulé dans les fermes et les champs ? Devons-nous accepter les taudis dans lesquels nous sommes logés chaque saison ? Doit-on sacrifier nos droits et notre dignité dans une alliance absurde avec les exploitants agricoles, qu'ils soient paysans ou non ?

**Alimenter la confusion,
ne peut pas être une option pour un syndicat de salarié·e·s.**

14 En 2004, la CR 47 apportait son soutien à un agriculteur de Dordogne qui avait abattu deux inspecteurs du travail enquêtant sur les conditions de travail de ses saisonniers migrants. Côté FNSEA, les exploitants dénoncent sans arrêt un « acharnement » des services de l'inspection du travail à leur encontre et réclament sans cesse des « simplifications ».

Alors qu'est-ce qu'on fait ?

Beaucoup de syndiqués CGT sont indignés par la politique sanitaire en cours, dont le seul but est de protéger le commerce international. Plus largement, c'est l'ensemble des politiques agricoles qui sont favorables à une agriculture qui correspond ni à nos valeurs, ni à nos besoins. Ces politiques sont cohérentes avec l'ensemble des décisions politiques liées au règne sans partage du capital. Elles ne sont pas sans lien avec la destruction de notre système de protection sociale, la précarisation de nos emplois, les injonctions qui nous sont faites d'être toujours disponibles et dans n'importe quelles conditions.

Organisons nous, mobilisons-nous, **mais avec nos propres mots d'ordre !**

Nos revendications, nos manières d'agir, en cohérence avec le monde que nous voulons construire.

Un monde plus juste pour toutes et tous. Un monde où l'on produit collectivement pour répondre à des besoins.

Le SGT09 souhaite que nous travaillions ensemble à construire ces mobilisations, et en premier lieu **la conscience de classe indispensable à l'organisation du mouvement ouvrier, seule force productive capable de dépasser le modèle capitaliste.**

**Salarié·e·s de l'agriculture, n'attendez pas vos patrons,
menez vos propres luttes !**

Salarié·e·s de toutes les productions, unissez-vous !

5 janvier 2026



SYNDICAT DES GARDIEN·NE·S DE TROUPEAUX

ALPES DU NORD - sgt38@riseup.net / **ALPES DU SUD** - sgtpaca@riseup.net

CÉVENNES - sgtcevennes@riseup.net / **PYRÉNÉES** - sgt_ariege@riseup.net

sgtcgt.noblogs.org